

## Le Royaume-Uni et les candidatures au Marché commun

**Source:** CVCE. European Navigator. Etienne Deschamps.

**Copyright:** (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_royaume\\_uni\\_et\\_les\\_candidatures\\_au\\_marche\\_commun-fr-4b7de930-7cfo-4211-a7f4-of16aa3d59eb.html](http://www.cvce.eu/obj/le_royaume_uni_et_les_candidatures_au_marche_commun-fr-4b7de930-7cfo-4211-a7f4-of16aa3d59eb.html)

**Date de dernière mise à jour:** 08/07/2016



## Le Royaume-Uni et les candidatures au Marché commun

Au cours des années soixante, la politique européenne de la Grande-Bretagne change. L'approche attentiste des années quarante et cinquante, qui autorise tout au plus une coopération européenne de niveau intergouvernemental, est peu à peu remplacée par la volonté de participer plus activement au processus d'unification européenne.

La peur de s'isoler sur la scène internationale et le vif succès qu'a connu la Communauté économique européenne (CEE), contribuent largement au changement d'orientation des gouvernements britanniques au début des années soixante. L'opinion publique et les grands partis politiques, attachés à la souveraineté nationale, semblent divisés. Ainsi, le Parti conservateur est plus favorable à la candidature que le Parti travailliste. Le Labour et les syndicats tiennent en effet à protéger l'État-Providence et le dirigisme économique contre ce qu'ils présentent couramment comme une Europe capitaliste trop ouverte à la libre-concurrence.

A l'étranger, l'intérêt du Royaume-Uni pour l'Europe est diversement ressenti. L'opposition la plus radicale provient de la France. Souhaitant faire l'Europe avec la Grande-Bretagne alors réticente au cours des années quarante et cinquante, la France change de position avec l'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle et refuse l'adhésion britannique. Ce rejet témoigne d'une rivalité entre les deux pays pour le leadership en Europe. De Gaulle voit ainsi avec scepticisme les relations de la Grande-Bretagne avec les États-Unis. De plus, le gouvernement britannique se voit ainsi présenter la note de vieilles rancunes qui datent de la guerre.